



Government Offices of Sweden



MINISTRY
of FOREIGN AFFAIRS



Cohorte du Sommet pour la Démocratie sur l'Égalité des Genres comme Prérequis à la Démocratie et à la Lutte contre la Corruption

APERÇU INTRODUCTIF

L'égalité des genres est fondamentale pour les démocraties prospères. Tout effort visant à construire des démocraties solides et des institutions inclusives sera défectueux s'il exclut ou marginalise la moitié de la population mondiale. Les pays où les femmes prospèrent ont tendance à être des démocraties plus saines.¹ Par conséquent, autonomiser les femmes et sauvegarder la démocratie vont de pair ; l'égalité des genres est une condition préalable à une démocratie inclusive.

Dans le monde entier, l'égalité des genres et les droits des femmes à participer à la vie publique sont sapés par les mêmes forces qui entravent la démocratie. Par exemple, la désinformation liée au genre et les abus en ligne à l'encontre des femmes en politique sont de plus en plus utilisés pour saper les progrès en matière d'égalité des genres, d'autonomisation des femmes et de démocratie. Des efforts sont déployés pour parvenir à une démocratie plus inclusive et équitable, mais il est nécessaire de les renforcer et de les accélérer.

Les recommandations de la Cohorte de Genre du Sommet pour la Démocratie, coprésidée par la Suède, la Roumanie, l'Institut Georgetown pour les Femmes, la Paix et la Sécurité (GIWPS) et IDEA International, offrent des suggestions pour renforcer la démocratie en recherchant l'égalité des genres. Compte tenu du lien étroit entre l'égalité des genres, la démocratie et la lutte contre la corruption, nous encourageons la République de Corée à prendre en compte les recommandations mentionnées lors de l'organisation du prochain événement régional sur l'éradication de la corruption.

¹« Exploration des liens entre le statut des femmes et la démocratie », Institut Georgetown pour les femmes, la paix et la sécurité, 2023.
<https://giwps.georgetown.edu/resource/exploring-the-links-between-womens-status-anddemocracy/>

GENRE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La corruption mine la démocratie et la justice car elle empêche le public de bénéficier pleinement des institutions gouvernementales. Lutter contre la corruption nécessite une perspective de genre pour comprendre pleinement son étendue et son impact.² Les femmes ont des approches uniques (mais non uniformes) pour lutter contre la corruption et sont également affectées de manière différente par celle-ci, ce qui entraîne des inégalités et sape les opportunités pour des démocraties saines. La corruption « exacerbe... les dynamiques de pouvoir, limitant l'accès des femmes aux ressources publiques, à l'information et à la prise de décisions, renforçant ainsi la discrimination sociale, culturelle et politique ». ³ Les femmes ont tendance à avoir moins de protections juridiques en ce qui concerne le mariage, la garde d'enfants et l'héritage, ce qui les rend plus vulnérables à la corruption mineure, tout cela pouvant affecter leur capacité à accéder aux services et à participer à la vie publique.

La corruption au sein des partis politiques pose l'un des défis les plus importants pour la participation politique des femmes et leur capacité à diriger. Certaines des formes sous lesquelles elle peut se manifester sont le pot-de-vin sexuel, la violence physique et économique, et le favoritisme qui aide à maintenir ou à faire élire des membres de la famille de fonctionnaires, excluant ainsi d'autres candidates femmes. Aborder la corruption et le manque de transparence au sein des partis politiques, qui sont les gardiens des fonctions publiques dans la plupart des endroits du monde, est essentiel pour accroître la responsabilité et renforcer la résilience démocratique.

Les processus démocratiques et les efforts de lutte contre la corruption peuvent être renforcés davantage en incluant davantage de femmes dans des postes publics liés à la lutte contre la corruption, notamment dans la prestation de services publics tels que les soins de santé ou l'éducation. Bien que les femmes en politique soient plus susceptibles d'être victimes de violences sexuelles et de genre, elles sont également plus susceptibles de lutter contre les abus de pouvoir et le sexe utilisé comme monnaie de corruption.⁴ Bien que l'on puisse débattre de la propension des femmes à participer à la corruption, il est certain que leur service public diversifie les voix au sein du gouvernement, ce qui peut conduire à des politiques et à de nouvelles solutions pour faire face à des défis persistants. Les recommandations suivantes offrent des actions concrètes pour éradiquer la corruption, promouvoir l'égalité des genres et renforcer la résilience démocratique.

² <https://www.wilsoncenter.org/publication/the-link-between-corruption-and-gender-inequality-heavy-burden-for-development-and>

³ <https://www.wilsoncenter.org/publication/the-link-between-corruption-and-gender-inequality-heavy-burden-for-development-and>

⁴ https://www.unodc.org/documents/corruption/Publications/2020/THE_TIME_IS_NOW_2020_12_08.pdf

RECOMMANDATIONS

Identifier et aborder les normes et pratiques de genre préjudiciables et discriminatoires dans les systèmes et processus politiques, légaux et éducatifs.

- **Action proposée** : Développer des campagnes de sensibilisation adaptées pour les femmes/filles et les hommes/garçons, avec des messages visant à démanteler les stéréotypes nuisibles, promouvoir les idéaux démocratiques et favoriser l'égalité des genres et la prise de décision partagée tant dans le domaine privé que public. Cela inclut des campagnes pour sensibiliser aux liens entre la corruption, les abus de pouvoir, y compris les violences sexuelles et de genre, et la violation des droits humains fondamentaux.

Éliminer la violence contre les femmes en politique (VAWIP) et faire face à la prolifération de la violence et des abus de genre facilités par la technologie.

- **Action proposée** : Adopter des normes légales de tolérance zéro pour toutes les formes de violence de genre, y compris en ligne et à l'intérieur/dans les partis politiques.
- **Action proposée** : En collaboration avec les entreprises de réseaux sociaux, faire face à la violence et aux abus de genre facilités par la technologie, y compris le chantage sexuel utilisé pour réduire au silence et extorquer les femmes en politique et occupant des fonctions publiques. Renforcer la coordination entre les plateformes en ligne et les organismes d'application de la loi pour identifier et répondre aux menaces et tenir les auteurs responsables.

Impliquer les hommes et les garçons dans la transformation des pratiques, attitudes et comportements discriminatoires qui entravent l'égalité des genres et l'autonomisation politique des femmes.

- **Action proposée** : Développer la capacité des hommes et des garçons à devenir des alliés stratégiques et des défenseurs de l'égalité des genres, en remettant en question les pratiques, attitudes et comportements corrompus et discriminatoires au sein des sociétés, des organisations et des partis politiques.

Favoriser des conditions favorables à l'autonomisation politique, au leadership et à la représentation des femmes dans le processus décisionnel.

- **Action proposée** : Soutenir les réseaux stratégiques et l'accès aux ressources en allouant des fonds pour des programmes d'autonomisation et de leadership politique des femmes ; rassembler les réseaux de femmes pour l'entraide et la collaboration au sein de tous les partis politiques afin de promouvoir les opportunités d'échange de connaissances, de collaboration et de mentorat.
- **Action proposée** : Former les femmes élues à tous les niveaux pour reconnaître et lutter contre les abus de pouvoir et l'utilisation abusive des ressources par les fonctionnaires gouvernementaux pour manipuler les personnes, les politiques, les institutions ou les normes. Développer des mécanismes de dénonciation et de reddition de comptes, et renforcer les protections pour les lanceurs d'alerte et les femmes qui dénoncent.
- **Action proposée** : Encourager les partis politiques à adopter des politiques et des pratiques inclusives et transparentes pour soutenir activement l'égalité des genres et lutter contre la corruption. Cela inclut l'adoption de politiques de genre et de lutte contre la corruption au sein de leurs cadres politiques, ainsi que l'alternance de candidats hommes et femmes sur les listes pour permettre aux femmes de concourir à égalité de conditions.

Mettre en œuvre des politiques et des réformes légales pour atteindre l'égalité des genres dans la vie politique et publique.

- **Action proposée** : Identifier les lacunes dans les cadres législatifs pour éliminer les lois et politiques discriminatoires qui permettent la corruption, y compris résoudre les conflits entre les lois formelles et les pratiques et lois coutumières.

Incorporer une planification et une allocation de ressources sensibles au genre dans les politiques et l'allocation des ressources.

- **Action proposée** : Mettre en place des systèmes nationaux pour collecter et analyser des données ventilées par genre afin d'éclairer les décisions politiques des gouvernements nationaux et locaux.
- **Action proposée** : Adopter la budgétisation sensible au genre pour garantir que les ressources sont distribuées de manière équitable et promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles.

Tirer parti de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et de l'Agenda des femmes, de la paix et de la sécurité (MPS) pour renforcer les processus et les institutions démocratiques.

- **Action proposée** : Intégrer l'Agenda MPS dans les processus de reconstruction après les conflits et de transition politique pour établir et renforcer les processus et les institutions démocratiques ainsi que les structures de bonne gouvernance.

Travailler de manière collaborative pour développer des stratégies et des outils pour atténuer les risques auxquels sont confrontées les femmes politiques, les défenseuses des droits humains et les leaders de la société civile.

- **Action proposée** : Collaborer avec les gouvernements démocratiques, la société civile, les forces de l'ordre et les femmes politiques pour élaborer des stratégies identifiant et répondant aux risques auxquels sont confrontées les femmes ; des outils pour suivre et signaler les menaces et les incidents violents ; et des plans d'intervention rapide.